

Colloque international, *Sortir du communisme, changer d'époque*, organisé par la Fondation pour l'Innovation politique et la Fondation Robert Schuman, 4, 5, 6 novembre 2009

## **Communisme et crise de la modernité : l'émergence des idées néocommunistes**

Yolène Dilas-Rocherieux

Au banc des accusés, la modernité ! Après avoir été jugée coupable des expériences antidémocratiques et totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle, la modernité est désignée comme le creuset de la crise mondiale actuelle. Trop rationnelle, trop égoïste, trop individualiste, trop impérialiste, trop capitaliste, elle serait une fois de plus confrontée à une promesse jamais tenue : « l'unité dans la liberté ». Une liberté qui, selon Marcel Gauchet, « divise, sépare, oppose, délie et disperse les individus »<sup>1</sup>. En résumé, la modernité serait incapable de lier ensemble des individus ayant acquis l'autonomie de pensée et d'action, en bref d'accorder l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. Mais qui dit crise de la modernité, dit obligatoirement crise des idéologies et des doctrines qui la portent. Dans le cas présent, le libéralisme mais aussi le socialisme – ce dernier étant né de la modernité industrielle –, tantôt frères jumeaux, tantôt frères ennemis. Par contre, si le libéralisme et le socialisme sont dans « l'œil du cyclone », qu'en est-il du communisme en tant qu'idée et doctrine ?

Répondre à cette question n'est pas si évident. Nous savons que le communisme se présente encore aujourd'hui comme une doctrine antilibérale opposée au « morcellement libéral de l'homme » comme l'écrivait Jules Monnerot, en 1949, dans *Sociologie du communisme*<sup>2</sup>. Et pourtant, le communisme, tel qu'il s'est imposé au XX<sup>e</sup> siècle, a toujours été assimilé à la modernité

---

<sup>1</sup>. Marcel Gauchet, *La crise du libéralisme*, Paris, Gallimard, 2007, p. 305.

<sup>2</sup>. Jules Monnerot, *Sociologie du communisme, Echec d'une tentative religieuse au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions du Trident, 2005, p. 10.

du fait de sa dimension industrialiste et productiviste <sup>3</sup>. Pour lever la confusion sur ce lien, il faut rappeler : 1° que le productivisme ne s'inscrit pas obligatoirement dans la modernité ; 2° que le communisme n'est pas né de la modernité ; 3° qu'il n'est pas spécifiquement lié au monde industriel puisqu'il a été, entre autres, primitif, monastique, agricole bien avant d'être industriel.

Ce rappel permet de proposer l'hypothèse suivante : alors que le communisme industriel, en tant que doctrine et alternative, est en voie d'extinction, l'idée communiste semble pouvoir tirer profit de la crise de la modernité dans ses composantes politique et économique, se régénérer sous une version nouvelle qui reste à définir. Corroborer cette hypothèse impose d'interroger le socialisme dans sa relation au libéralisme, pour ensuite le confronter au communisme et à ses capacités, ou non, de s'adapter à la crise actuelle.

### **Socialisme et modernité**

Nous savons que le socialisme – doctrine et mouvement – est né dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle avec une triple volonté: dépasser la pénurie originelle, supprimer le travail servile, vaincre la barbarie. Pour répondre à cette triple promesse, trois terrains ont été investis avec des moyens différents selon les courants ; trois terrains sur lesquels libéralisme et socialisme se sont toujours croisés, voire concurrencés :

- le terrain du politique avec un questionnement sur la place de l'Etat dans la gestion de l'économie et du social ;
- le terrain de la production et de la réorganisation du travail avec, comme finalité, la société d'abondance ;
- le terrain d'une redistribution plus équitable des richesses avec la prise en compte, à des degrés divers, du capital, du talent et du travail.

La crise actuelle, cette fois mondialisée, renvoie le libéralisme et le socialisme à leur promesse – l'unité (certains diront l'égalité) dans la liberté – et aux différents moyens de la tenir. Mais les

---

<sup>3</sup>. Un exemple, en 2009 à la télévision française, un homme d'affaire franco-chinois refusait à la Chine de Mao l'appellation « communiste » du fait de sa population en majorité paysanne.

ressorts qui portent la modernité industrielle depuis deux siècles – en gros l'idée de progrès, de droit individuel et de démocratie – sont désormais grippés, voire rejetés. Résultat, ces deux doctrines et leurs acteurs sont en difficulté pour repenser un modèle longtemps jugé universel. Ils se trouvent démunis face à des problèmes nouveaux et des demandes nouvelles – en vrac : la reconnaissance identitaire, l'écologie, les inégalités planétaires, le renouvellement des énergies, l'intégrisme religieux et l'anti-modernisme –, autant d'exigences et d'oppositions qui bousculent la promesse initiale. Désormais, se pose donc la question de la légitimité ou de la relégitimité de ces deux doctrines à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans ce contexte, qu'en est-il du communisme comme alternative, comme envers positif du capitalisme et du libéralisme ? Pour répondre à cette question, le communisme doit être replacé dans un contexte de double crise : crise du communisme industriel et crise de la modernité.

### **Communisme et modernité**

Deux facteurs semblent être favorables au sauvetage de l'idéologie communiste. Le premier repose sur les dix années de deuil (1989-1999) qui lui ont permis de se refaire une virginité auprès de jeunes militants pour qui l'URSS correspond au Moyen-âge, ceci au détriment des partis communistes traditionnels. Un contexte qui explique les propos du philosophe slovène, Slavoj Zizek, sur l'entrée dans une nouvelle ère militante, une sorte de point zéro marqué par la mort du communisme industriel mais aussi de ce qu'il présente comme l'agonie du capitalisme libéral au profit d'un capitalisme autoritaire modélisé par la Chine. Cette situation validerait « l'hypothèse communiste » non seulement comme possibilité, mais aussi comme nécessité <sup>4</sup>. Le second facteur est l'effacement du bolchevisme qui favorise une reformulation de l'idéologie communiste dans sa version première, pré-marxiste, axée sur le pauvre, l'exclu, l'errant, avec une forte dimension utopique.

---

<sup>4</sup>. Cf. Alain Badiou, Slavoj Zizek, *L'idée du communisme*, Paris, Editions Lignes, 2009, 347 p.

Le phénomène de réactivation de l'idéologie communiste tend donc à se défaire du passé bolchevique pour retrouver ses fondements immuables, son noyau dur. Souvent ignoré, car longtemps masqué par le communisme industriel, ce noyau dur sert désormais de levier à la production d'un néo-communisme en recherche de légitimité militante et doctrinale. Mais ce dernier, plus ou moins affirmé, ne peut être circonscrit sans un rappel de l'immutabilité de certains principes communistes, d'où l'emprunt au sociologue Emile Durkheim <sup>5</sup> d'une méthodologie qui consiste à faire resurgir l'idée fondatrice d'un phénomène social en remontant à sa source.

Le communisme comme idée est né bien avant le socialisme, dans des creusets divers : entre autres, platonisme, christianisme primitif, babouvisme, utopisme. De cette diversité d'origines, les communistes eux-mêmes – des babouvistes aux bolcheviks <sup>6</sup> – ont tiré un fil conducteur, dégagé un noyau dur, un socle commun à toutes les formes de communisme depuis les débuts de l'humanité. Cette référence partagée consiste en la désignation de l'enrichissement individuel, de la possession, plus particulièrement de l'argent, comme la cause de l'exploitation, de la corruption, de la misère et des guerres. A ce mal suprême correspondent tout naturellement des solutions qui peuvent être ramenées à trois principales.

La première est la suppression de l'argent sous toutes ses formes (propriété, salaire, commerce, profit, rente, etc.). Un exemple en est fourni par Olivier Besancenot qui, dans un essai récent, désigne l'exigence de gratuité comme tremplin vers le communisme : « La société peut restreindre le rôle de l'argent à sa plus simple expression – l'argent de poche en somme <sup>7</sup>. » La seconde solution est la suppression de toute possibilité

---

<sup>5</sup>. Emile Durkheim, *Le socialisme*, Paris, Retz, coll. « Les classiques des sciences humaines », 1978, **253 p.**

<sup>6</sup>. D'où l'erreur de Jean-Luc Nancy, quand il se dit surpris de l'absence de recherche historique sur l'idée communiste chez les premiers intéressés. Or, de nombreux historiens communistes, entre autres soviétiques, ont publié des milliers de pages sur cette question. A ce sujet, voir Yolène Dilas-Rocherieux, *L'utopie ou la mémoire du futur*, Paris, Laffont/Pocket, 2000, **637p.**

<sup>7</sup>. Olivier Besancenot, Michael Löwy, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, Paris, Mille et une nuits, 2007, p. 193.

d'enrichissement individuel en maintenant les individus et les groupes dans l'incapacité de posséder, d'échanger ou d'accumuler. La dernière est la mise en avant de la pauvreté ou de la non possession comme source de vertu, et du pauvre comme porteur d'une bonne société.

Avant Marx, le communisme, souvent nommé « sainte égalité », « plébéianisme » ou « communitarisme », ne s'intéressait pas ou peu à la question de la production. Par contre, il se fixait sur la redistribution des biens en fonction des besoins, d'où sa désignation sous le terme de communisme de consommation, et sa formule « A chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Le but n'était donc pas de produire plus pour répartir plus – principe qui relève de la promesse socialiste –, mais d'éradiquer toute possibilité d'accumulation, de profit ou d'enrichissement sous toutes ses formes. Comme Pierre-Joseph Proudhon le soulignait en 1846 <sup>8</sup>, le socialisme n'est en rien le communisme, mais il tendait à s'en rapprocher en favorisant le rôle gestionnaire de l'Etat et la collectivisation des biens. D'un point de vue théorique, ce rapprochement a été opéré par Marx et Engels qui ont croisé la doctrine socialiste et l'idée communiste. Ils ont emprunté au socialisme le scientisme – croyance en un déterminisme historique validé par la connaissance des mécanismes économique-historiques des sociétés –, mais aussi la promesse d'une société d'abondance, de la fin du travail servile et de la barbarie. Une promesse qu'il ont prolongée d'une seconde, cette fois communiste, qui annonce, prophétise une société réconciliée, sans souffrance aucune car ayant éradiqué toute possibilité d'accumulation et d'enrichissement individuel. Par cette fusion, Marx et Engels ont placé les socialistes dans l'incertitude sur les contours de leur doctrine, sachant que les grands penseurs marxistes furent en majorité des socialistes et des sociaux-démocrates. En même temps, ils plaçaient les communistes dans une contradiction majeure, puisque ces derniers ont dû associer la production de masse – produire plus de richesses – et le rejet de l'argent, de l'enrichissement désigné comme obstacle à l'égalité réelle, au communisme intégral. Depuis le milieu des années 1990,

---

<sup>8</sup>. Voir Yolène Dilas-Rocherieux, « Proudhon était-il socialiste ? », in *Pierre Joseph Proudhon, l'ordre dans l'anarchie*, Paris, Editions Cujas, 2009, 171 p.

les néo-communistes semblent vouloir rétablir la distinction entre ces deux idéologies, faire resurgir l'idée communiste dans sa singularité immuable.

### **Le communisme aujourd'hui**

A l'heure actuelle, la situation est paradoxale. D'un côté, les tenants du communisme industriel tendent à disparaître de la scène politique, même si certains habitus résistent grâce à l'existence de réseaux puissants dans les milieux intellectuels et les médias. De l'autre, se multiplient les tentatives de sauvetage, de recomposition ou d'innovation – de « reformulation » selon Olivier Besancenot – autour de la grande idée communiste, de son noyau dur. C'est pourquoi le néo-communisme est multiforme, souvent opposé aux expérimentations communistes du XX<sup>e</sup> siècle, majoritairement ignorant du marxisme-léninisme, diamétralement contre le socialisme et le libéralisme, mais porteur d'exigences, de valeurs et d'imaginaires empruntés au creuset communiste.

En ce qui concerne les tentatives de sauvetage, l'exemple du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon – sur le modèle allemand de Die Linke d'Oskar Lafontaine – est intéressant. En effet, Mélenchon cherche à contrer le néo-communisme par une réinvention de l'alliance socialo-communiste, laquelle est transposée dans un modèle idéologique plus proche de Jules Guesde que de Lénine.

Autre exemple, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot qui vise à établir une passerelle entre l'ancien et le nouveau, avec l'abandon du terme « communiste » au profit d'une notion plus floue, « anticapitaliste », d'où une certaine confusion idéologique. Son but est d'agréger au mouvement existant des éléments révolutionnaires éloignés du trotskisme en se fixant sur trois grands points. Le premier est la mise en retrait de la doctrine communiste – du moins en surface, car réservée aux intellectuels du parti – pour une idéologie « anti » et un activisme de terrain avec, en toile de fond, la figure du Che. Le second est une forte dimension utopique sur fond de communisme pré-marxiste avec la description d'une société sans argent, la question des besoins étant ici ramenée au premier plan. Le troisième est le refus de toute confusion entre communisme et socialisme.

Cependant, le NPA peine à se déplacer sur des terrains de lutte étrangers au travail et à la production, d'où ses difficultés à tirer vers lui la diversité des éléments « néo-communistes ». Dans le numéro 4 de sa revue *Contretemps*, titrée « De quoi le communisme est-il le nom ? »<sup>9</sup>, des intellectuels liés au NPA définissent le communisme en deux points : « un mouvement qui, en permanence, dépasse/supprime l'ordre établi », et un projet résumé dans un « égalitarisme radical » ou un « éco-communisme radical ». Daniel Bensaïd écrit : « Le mot communisme est celui qui conserve le plus de sens historique et de charge programmatique explosive. C'est celui qui évoque le mieux le commun du partage et de l'égalité, la mise en commun du pouvoir, la solidarité opposable au calcul égoïste et à la concurrence généralisée, la défense des biens communs de l'humanité, naturels et culturels, l'extension d'un domaine de gratuité (démarchandisation) des services aux biens de première nécessité, contre la prédation généralisée et la privatisation du monde<sup>10</sup>. »

Autre opération de sauvetage, cette fois avec une dose d'innovation, celle engagée par des intellectuels post-marxistes regroupés au printemps dernier à l'Université de Birkbeck à Londres. La présence de ces derniers – entre autres, Jacques Rancière, Alain Badiou, Slavoj Žižek, Antonio Negri – était subordonnée à la proposition préalable de Badiou quant à la volonté de redonner à l'idée communiste « une valeur positive »<sup>11</sup>. Trois grandes lignes de pensée émergent de cette rencontre. La première, philosophique, est illustrée par Jacques Rancière qui accepte de valider le terme « communisme », non sans l'avoir vidé de son contenu scientifique et téléologique, puis recentré sur celui d'« émancipation » compris comme la « sortie d'une situation de minorité » sur la base de « principes d'unité et d'égalité des intelligences », et comme capacité d'inventer des « futurs pas encore imaginables »<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup>. *Contretemps*, « Revue de critique communiste », Editions Syllepse, n° 4, 4<sup>e</sup> trimestre 2009, **159 p.**

<sup>10</sup>. Daniel Bensaïd, « Puissance du communisme », *Contretemps*, n°4, p. 14.

<sup>11</sup>. Alain Badiou, *L'hypothèse communiste*, Paris, Lignes, 2009, p. 32.

<sup>12</sup>. Jacques Rancière, in Alain Badiou, Slavoj Žižek (sous la dir.), *L'idée du communisme, conférence de Londres, 2009*, Paris, Lignes, 2010, pp. 231-245.

La seconde ligne, plus orthodoxe, est portée par Alain Badiou qui appelle à sauver l'essentiel de l'héritage communiste pour adapter le mouvement et l'idée à des situations et des populations nouvelles. Pour autant, le philosophe français réinscrit le communisme dans la lignée des grands stratèges à la Mao, des grands penseurs de Babeuf à Lénine, mais aussi des révoltés – " »Spartacus ! Jacquou le Croquant ! Thomas Munzer ! » –, et des égalitaristes – « bavouvistes, sans-culottes, communards, sparkatistes ! »<sup>13</sup>.

La troisième ligne renvoie à ceux qui veulent insérer l'idée dans une doctrine post-moderne. Si Marx reste le fil conducteur, la pensée communiste est élargie aux écrits de Foucault, de Heidegger, de Kant ou de Derrida, tout en étant démarquée du couple libéralisme/socialisme. On retrouve ici l'Italien Antonio Negri et l'Américain Michael Hardt qui, dans leurs écrits communs<sup>14</sup>, ont tracé les contours d'un communisme de la post-modernité sur la base de deux concepts-clefs. D'une part, ce qu'ils nomment « l'Empire », qui désigne un monde globalisé, caractérisé par l'absence de centre de pouvoir et par un type de domination nouvelle nommé « biopouvoir », terme emprunté à Michel Foucault pour désigner l'emprise totale et mondiale sur les corps et les esprits. Le second est nommé « la multitude », nouveau sujet révolutionnaire qui n'est pas le peuple ou la classe, mais l'ensemble des exclus et des souffrants. Désignée comme la « nouvelle horde de barbares », cette population serait garante d'un communisme de liberté car porteuse à la fois du commun – égalité de souffrance et de statut – et de la singularité – mélange d'identités multiples. La chute de l'Empire sous le poids de la multitude marquera le passage vers un monde communiste de type nomade où auront disparus les Etats-nations et toutes les formes de propriété.

Présents à la conférence de Londres, ces deux philosophes se sont polarisés sur la notion de commun pour redéfinir le communisme, c'est-à-dire « ni la propriété privée du capitalisme, ni

<sup>13</sup>. A. Badiou, *L'hypothèse communiste*, op. cit., p. 15.

<sup>14</sup>. Antonio Negri, Michael Hardt, *Empire*, Paris, Exils Editeur, 2000, 559 p. ; et *Multitude, Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004, 407p.

la propriété publique du socialisme, mais le commun dans le communisme ». Pour M. Hardt, être contre le néo-libéralisme et le socialisme revient à refuser toute privatisation du commun que ce soit « le commun naturel » qui correspond à la planète et à ses ressources, ou le « commun artificiel » ramené à la créativité matérielle et immatérielle du travail humain <sup>15</sup>. En convergence avec cette position, le philosophe français Jean-Luc Nancy retient la pauvreté et les besoins – donc le noyau dur – pour reformuler le communisme : « Au sujet de la richesse et de la pauvreté, la question tout d'abord semble claire : la richesse signifie posséder plus que ce que demande le commun de l'existence (l'ordinaire, le banal) et la pauvreté, moins. » Pour ce dernier, la justice serait donc le premier commandement « commun(iste) » en donnant « au commun (tous) ce que le commun (ordinaire égal) exige » <sup>16</sup>. Globalement, les conférenciers de Londres ont validé un communisme compris comme mouvement de destruction du système libéral/socialiste – de manière pacifique ou violente selon les courants – et d'éradication des possibilités individuelles de s'enrichir.

Axé sur une démarche plus innovante, les penseurs néo-communistes sont certainement plus éloignés de l'héritage marxiste-léniniste que les précédents, avec une vision plus large des acteurs et des actions engagés dans la construction d'un monde nouveau. Si certains ne se réclament pas du communisme, tous en reconnaissent le noyau dur. Deux exemples peuvent être retenus pour illustrer cette démarche.

Le premier renvoie à une mouvance dite « alter », dont les éléments sont divers, éclatés, caractérisés par une forme de militance multi-positionnelle, avec des adeptes qui naviguent entre associations, ONG, syndicats dissidents et partis. Parmi ces derniers, nous nommons néo-communistes ceux qui ont opéré un transfert de paradigme entre le prolétaire – ancienne figure de l'exploité – et le pauvre, le souffrant, l'errant, le « sans ». Le pauvre – sous la figure du précaire, de l'immigré, du SDF etc. –

---

<sup>15</sup>. Michael Hardt, « Le commun dans le communisme », in A. Badiou, S. Zizek (sous la dir.), *L'idée du communisme*, op. cit., p. 164.

<sup>16</sup>. Jean-Luc Nancy, "**Le communisme, le mot**", in A. Badiou, S. Zizek (sous la dir.), *L'idée du communisme*, op. cit., p. 211.

retrouve ici son statut premier, vertueux, donc porteur d'une bonne société.

Ces groupes « néo-communistes » ont leurs intellectuels : Antonio Negri et Michael Hardt qui veulent briser les réticences de la mouvance « alter » à propos du bien-fondé d'un néo-libéralisme qui accélérerait la disparition des Etats-nations et ainsi favoriserait la révolution globale et l'entrée en communisme. Autres penseurs reconnus, des néo-marxistes comme l'Allemand Zygmunt Bauman qui voit dans « la société liquide » – le monde actuel – les forces contradictoires qui poussent les individus à la mobilité et au vagabondage, autant de ferments destructeurs du système « néo-libéral ». Le sociologue américain, Immanuel Wallerstein qui théorise un « système-monde néocapitaliste » dont l'avenir serait suspendu au succès, soit de « l'esprit de Davos » – le chaos, la guerre, la ruine –, soit de « l'esprit de Porto Allegre » désigné comme le seul mouvement antisystémique. Un autre personnage semble monter en puissance sur ce terrain, le philosophe allemand Peter Sloterdijk, inspiré des travaux de Nietzsche et de Hans Jonas, pour qui le monde est divisé en deux groupes : ceux qui font comme avant et ceux qui voient la crise et ses possibilités comme tournant <sup>17</sup>. Pour ce dernier, les désastres en cours et en devenir – économiques, écologiques, sociaux – portent la marque annonciatrice d'une fin qu'il faut décoder et transposer dans l'action. Par cette prise de conscience, les comportements de survie collective doivent aller dans le sens d'un communisme écologiste nommé « coïmmunisme », lequel doit s'ériger non par la guerre civile et la conversion forcée, mais par l'expérimentation, l'explication et la persuasion.

Minoritaire, le second exemple correspond à des acteurs et des groupes qui s'expriment sous le sigle Tikkun, inspiré du terme d'origine hébraïque « *Tikkoun olam* » qui signifie séparation, restitution, rédemption. Leurs membres – globalement des autonomes, des post-situationnistes, des anarchistes – se réclament d'un « parti imaginaire » dont l'action vise à miner de l'intérieur une société analysée en termes de guerre totale et globale. Leurs engagements renvoient à des comportements de refus et de

---

<sup>17</sup>. Peter Sloterdijk, "Il faut changer ta vie", *Courrier international*, octobre-novembre 2009, p. 39.

désertion sur les terrains du travail, de la famille, de l'école et de la démocratie ; à la réappropriation des richesses par le biais de squats, du vol, du refus de l'impôt, avec la mise en avant du principe de gratuité ; à des actes de guérilla, de sabotage, dans le but de provoquer une situation de panique, d'immobilisation de la société, de déséquilibre irréversible ; à la création de cellules invisibles, de vie et de luttes, décrites comme des « zone opaques et offensives » pour échapper au contrôle total. Anti-tout, ils s'opposent particulièrement aux groupes dits « alter » comme ATTAC et son support médiatique *Le Monde diplomatique*, aux intellectuels dits post-modernes comme Negri, mais surtout à la gauche réformiste socialiste : « Et dans cette guerre d'anéantissement, c'est de la gauche que nous devons craindre le pire, parce qu'elle est la dépositaire officielle de la foi dans le travail <sup>18</sup>. » Leurs références intellectuelles sont à tiroirs, ouverts ou refermés selon le sujet traité : Nietzsche, Bataille, Sloterdijk, Lyotard, Agamben, avec une sorte de fascination pour « les purs » comme Savonarole, Luther ou Calvin. Leur mouvance s'inscrit dans un processus de destruction/expérimentation qui doit faire émerger un communisme éthique centré sur la plèbe, dont les bases seraient expurgées de tout ce à qui a trait au pouvoir, à l'argent et au profit : "Cette expérimentation-là sera le "chaos fécond", le communisme, la fin." <sup>19</sup>

Il est impossible de chiffrer les protagonistes néo-communistes, même au niveau de la France. Pour autant, à suivre les débats sur Internet, dans divers journaux et revues, à lire les essais, les romans et les utopies, il est un fait que l'idée fait son chemin. Une idée qui s'éloigne du communisme industriel pour être réactivée au sein de groupes diversifiés, religieux, écologistes, anarchistes, pacifistes, antiglobalistes etc.... A l'évidence, le communisme en tant qu'idée ou projet n'est pas près de disparaître, que ce soit comme critique d'une société libérale confrontée à une triple crise – économique, politique, sociale –, ou comme projet utopique d'une société réconciliée, égalitaire, unifiée. Après des années de deuil du soviétisme, s'est reconstitué un terreau favorable à une résurgence du communisme ramené au refus de l'argent – désigné comme la

---

<sup>18</sup>. Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme!*, Paris, La Fabrique, 2009, p 114.

<sup>19</sup> *ibid.* p. 339.

source du mal – et à la reconnaissance du « pauvre » comme référence éthique pour penser et bâtir une bonne société.